Ainsi, vous pensez que la révolution avance ?
– Elle avance
(Novoïé Vrémia, 5 mai 1905.)
– La voici !
(Novoïé Vrémia, 14 octobre 1905.)

I

Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trepov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. Un vieil homme ignorant, le général Glazov, qui fut nommé, on ne sait pourquoi, ministre de l'instruction publique, créa sans s'en douter des asiles où la parole avait toute la liberté. Le corps libéral des professeurs élevait des protestations : l'université appartient à la science ; les gens de la rue n'ont rien à faire dans une académie. Le prince Serge Troubetskoï mourut avec cette vérité sur les lèvres. Mais la porte de l'université resta largement ouverte pendant quelques semaines. » Le peuple « emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers allaient tout droit à l'université en sortant de l'usine. Les autorités avaient perdu la tête. Elles pouvaient arrêter, fouler aux pieds et fusiller les ouvriers tant que ceux ci se trouvaient dans la rue ou dans leurs logements. Mais à peine l'ouvrier avait il passé le seuil de l'université que sa personne devenait inviolable. Ainsi, on offrait aux masses une leçon d'expérience qui leur démontrait les avantages du droit constitutionnel sur le droit autocratique.

Le 30 septembre eurent lieu les premiers meetings populaires dans les universités de Pétersbourg et de Kiev. L'agence télégraphique dépeint avec horreur le public qui s'était amassé dans la salle des fêtes de l'université de Saint Vladimir. D'après les télégrammes, on voyait dans cette foule, outre les étudiants, une multitude » de personnes des deux sexes venues du dehors, des élèves de l'enseignement secondaire, des adolescents des écoles privées, des ouvriers, un ramassis de gens de toute espèce « .

La parole révolutionnaire était sortie des souterrains et retentissait dans les salles de conférences, dans les corridors et les cours de l'université. La masse s'imprégnait avec avidité des mots d'ordre de la révolution, si beaux dans leur simplicité. Une foule non organisée, rassemblée par hasard, qui, pour les imbéciles de la bureaucratie et les aventuriers du journalisme réactionnaire, n'était qu'un » ramassis de gens de toute espèce « , manifestait une discipline morale et un instinct politique qui arrachèrent des cris d'admiration même aux publicistes bourgeois.

» Savez vous ce qui m'a le plus frappé au meeting de l'université ? écrivait un chroniqueur du journal *Rouss* (» La Russie «). C'est l'ordre merveilleux, exemplaire, qui régnait. On avait annoncé une suspension dans la salle des séances et j'allai rôder dans le corridor. Le corridor de l'université, c'est maintenant la rue tout entière. Tous les amphithéâtres qui donnaient sur le corridor étaient pleins de monde ; on y tenait des meetings particuliers, par fractions. Le couloir lui même était bondé, la foule allait et venait. Il y avait des gens sur les rebords des fenêtres, sur les bancs, sur les coffres. On fumait. On causait à mi voix. On aurait cru assister à un » raout « , mais l'assemblée était plus nombreuse et plus sérieuse que dans les réceptions habituelles. Et cependant, c'était là le peuple, le vrai peuple, le peuple aux mains rouges et toutes crevassées par le travail, au visage terreux comme l'ont les gens qui passent leur vie dans des locaux fermés et malsains. Et tous les yeux brillaient, enfoncés dans les orbites… Pour ces hommes petits, maigres, mal nourris,

qui étaient venus de la fabrique ou de l'usine, de l'atelier où l'on trempe le fer, où l'on coule la fonte, où l'on suffoque de chaleur et de fumée, pour tout ce monde l'université était un temple, aux hautes murailles, aux larges espaces, où la couleur blanche étincelait. Et toute parole que l'on prononçait ici avait les accents d'une prière… Une fois qu'on a éveillé son intérêt, la foule, comme une éponge, absorbe n'importe quelle doctrine. »

Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle n'importe quelle doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse il n'y a pas de solidarité. Ils n'osèrent pas. Ils restèrent terrés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. Mais ils ne furent pas les seuls à s'abstenir : les politiciens et les orateurs du libéralisme ne se montrèrent pas davantage devant cet immense et mouvant auditoire. Les orateurs de la révolution régnaient ici sans partage. La social-démocratie assemblait les innombrables atomes du peuple par la fusion vivante, par la conjonction indestructible des idées politiques. Elle traduisait les grandes passions sociales des masses dans le langage achevé des mots d'ordre révolutionnaire. La foule qui sortait de l'université ne ressemblait plus à celle qui y était entrée… Des meetings avaient lieu chaque jour. Parmi les ouvriers, les esprits s'exaltaient de plus en plus, mais le parti ne lançait aucun appel. On comptait faire une manifestation générale beaucoup plus tard, pour l'anniversaire du 9 janvier et pour la convocation de la Douma d'Etat qui devait s'assembler le 10. Le syndicat des cheminots menaçait d'arrêter au passage les députés réactionnaires qui voudraient se rendre à Pétersbourg. Mais les événements se précipitèrent et devancèrent toute prévision.

II

Le 19 septembre, les compositeurs de l'imprimerie Sytine, à Moscou, se mettent en grève. Ils exigent une diminution des heures de travail et une augmentation du salaire aux pièces basé sur mille caractères, y compris les signes de ponctuation : et c'est cet événement mineur, ni plus ni moins, qui a pour résultat d'ouvrir la grève politique générale de toute la Russie ; on commençait par des signes de ponctuation et l'on devait, en fin de compte, jeter à bas l'absolutisme.

La grève de chez Sytine est mise à profit, comme s'en plaint dans son rapport le département de la police, par une association non autorisée qui s'intitule » Union des ouvriers typo-lithographes de Moscou « . Dans la soirée du 24, cinquante imprimeries sont déjà en grève. Le 25 septembre, dans une réunion autorisée par le *gradonatchalnik* [1], on élabore un programme de revendications. Le *gradonatchalnik* attribue ce programme à » l'arbitraire du conseil (soviet) des députés des typographes « , et, au nom de l' » indépendance « individuelle des ouvriers, que menaçait la volonté prolétarienne, ce satrape essaye d'écraser la grève par les grands moyens.

Mais le mouvement, qui a commencé pour une question de ponctuation, gagne déjà les autres branches de l'industrie. Les boulangers de Moscou lâchent le pétrin et s'entêtent dans leur résistance à tel point que deux escadrons du 1er régiment de cosaques du Don sont obligés, avec la bravoure et le goût du risque qui caractérisent cette arme insigne, de prendre d'assaut la boulangerie Philippov. Le 1er octobre, on télégraphie de Moscou que la grève est à son déclin dans les fabriques et les usines. Mais ce n'est qu'une trêve.

Le 2 octobre, les compositeurs des imprimeries de Pétersbourg décident de prouver leur solidarité avec les camarades de Moscou par une grève de trois jours. On télégraphie de Moscou que » la grève continue « dans les usines. Il n'y a pas de désordres dans les rues : le meilleur allié de la police est, en cette occasion, une pluie torrentielle.

Les chemins de fer, qui devaient jouer un rôle si considérable dans la lutte d'octobre, donnent alors un premier avertissement. Le 30 septembre, on commence à s'agiter dans les ateliers des lignes de Koursk et de Kazan. Ces deux voies sont disposées à ouvrir la campagne le 1er octobre. Le syndicat les retient. Se fondant sur l'expérience des grèves d'embranchements de février, avril et juillet, il prépare une grève générale des chemins de fer pour l'époque de la convocation de la Douma ; pour l'instant, il s'oppose à toute action séparée. Mais la fermentation ne s'apaise pas. Le 20 septembre s'est ouverte à Pétersbourg une » conférence « officielle des députés cheminots, au sujet des caisses de retraite. La conférence prend sur elle d'élargir ses pouvoirs, et, aux applaudissements du monde des cheminots, se transforme en un congrès indépendant, syndical et politique. Des adresses de félicitations lui arrivent de toutes parts. L'agitation croît. L'idée d'une grève générale immédiate des chemins de fer commence à se faire jour dans le secteur de Moscou.

Le 3 octobre, le téléphone nous annonce de Moscou que la grève dans les fabriques et les usines diminue peu à peu. Sur la ligne de Moscou-Brest, où les ateliers ont cessé le travail, on note un mouvement en faveur de la reprise.

La grève n'est pas encore décidée. Elle réfléchit, elle hésite.

L'assemblée des députés ouvriers des corporations de l'imprimerie, de la mécanique, de la menuiserie, du tabac et d'autres, adopte la résolution de constituer un conseil (soviet) général des ouvriers de Moscou.

Dans les journées qui suivent, tout semble marcher vers l'apaisement. La grève de Riga est terminée. Le 4 et le 5, le travail reprend dans toutes les imprimeries de Moscou. Les journaux sortent. Le lendemain reparaissent les périodiques de Saratov, après un arrêt d'une semaine : rien ne peut faire prévoir ce qui va se passer.

Au meeting universitaire de Pétersbourg, le 5, une résolution invite les ouvriers à cesser les grèves » par esprit de solidarité « , à une date fixée. Dès le 6 octobre, les compositeurs de Moscou reviennent à leurs casses après une manifestation de trois jours. A la même date, le *gradonatchalnik* de Pétersbourg annonce que l'ordre règne sur la route de Schlüsselburg et que le travail, interrompu sur injonctions venues de Moscou, a repris partout. Le 7, la moitié des ouvriers de l'usine des constructions navales de la Neva retournent à leurs chantiers. Dans le faubourg de la Neva, toutes les usines travaillent, à l'exception de celle d'Oboukhov, qui a décidé une grève politique jusqu'au 10 octobre.

Les journées allaient reprendre leur train coutumier, leur train révolutionnaire, bien entendu. Il semblait que la grève eût voulu faire quelques expériences au petit bonheur pour les abandonner ensuite et se retirer… Mais ce n'était qu'une apparence.

III

En réalité, la grève allait se déployer dans toute son ampleur. Elle résolut d'accomplir son œuvre dans le plus court délai et elle s'attaqua en premier aux chemins de fer.

En raison de l'effervescence qui se faisait sentir sur toutes les lignes, particulièrement dans le réseau de Moscou, le bureau central du syndicat des cheminots décida de donner l'ordre de grève générale. On ne se proposait d'ailleurs que de faire l'épreuve d'une mobilisation de toutes les forces disponibles ; la bataille était toujours fixée au mois de janvier.

Le 7 octobre fut une journée décisive. » Le cœur eut des spasmes « , écrivait le *Novoïé*

Vrémia : les locomotives sur les lignes de Moscou s'éteignaient les unes après les autres. Moscou était isolée du pays. Le télégraphe lançait des dépêches d'alarme : Nijni Novgorod, Arzamas, Kachira, Riazan, Venev, les unes après les autres ou bien ensemble, se plaignaient d'avoir été trahies par les chemins de fer.

Le 7, la ligne de Moscou-Kazan se mit en grève. A Nijni-Novgorod, l'embranchement de Romodanovo cessa aussi le travail. Le lendemain, la grève s'étendit aux lignes de Moscou-Iaroslavl, Moscou-Nijni et Moscou-Koursk. Mais les autres centres ne répondirent pas du premier coup à l'appel.

Le 8 octobre, au congrès des cheminots de Pétersbourg, on résolut de s'occuper immédiatement de l'organisation d'un syndicat pan russe des chemins de fer, dont la création avait été décidée au congrès d'avril à Moscou ; et cela, pour présenter ensuite un ultimatum au gouvernement et soutenir les revendications par une grève de tous les réseaux. On ne parlait donc de grève que pour un avenir indéterminé.

Le 9 octobre s'arrêtèrent les convois de Moscou-Kiev-Voronej, de Moscou-Brest et d'autres directions. La grève domine la situation, et, se sentant sur un terrain sûr, elle abroge toutes les décisions qui ont été prises jusque là par esprit de modération, ou bien pour attendre, ou bien pour entraver le mouvement.

Le 9 octobre également, dans une séance extraordinaire du congrès des délégués cheminots à Pétersbourg, on formule et on expédie immédiatement par télégraphe sur toutes les lignes les mots d'ordre de la grève des chemins de fer : la journée de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie, l'Assemblée constituante.

La grève s'étend maintenant à tout le pays et le domine. Elle se défait de toutes ses hésitations. A mesure que le nombre des grévistes augmente, leur assurance devient plus grande. Au dessus des revendications professionnelles, s'élèvent les revendications révolutionnaires de classe. En se détachant des cadres corporatifs et locaux, la grève commence à sentir qu'elle est elle même la révolution, et cela lui donne une audace inouïe.

Elle court sur les rails, et, d'un geste autoritaire, ferme la route derrière elle. Elle prévient de son passage par le fil télégraphique du chemin de fer. » La grève ! Faites la grève ! » crie t elle dans toutes les directions. Le 9, les journaux annonçaient à toute la Russie que, sur la route de Kazan on avait arrêté un certain Bednov, électrotechnicien, qui était chargé de proclamations. Ainsi, ils espéraient encore arrêter la grève en confisquant un paquet de proclamations. Les insensés ! Elle marchait…

Elle poursuit un plan colossal : elle veut arrêter la vie industrielle et commerciale dans tout le pays, et elle n'omet aucun détail. Quand le télégraphe refuse de la servir, avec une résolution toute militaire, elle coupe les fils ou bien renverse les poteaux. Elle arrête les locomotives inquiètes et en lâche la vapeur. Elle arrête également les stations d'électricité, ou bien, si cela présente des difficultés, elle détruit les câbles et plonge les gares dans la nuit. Lorsqu'une opposition tenace gêne ses desseins, elle n'hésite pas à arracher les rails, à démolir un sémaphore, à jeter sur le flanc une locomotive, à obstruer la voie, à mettre des wagons en travers d'un pont. Elle pénètre dans l'élévateur et arrête le fonctionnement de la machine. Elle retient les trains de marchandises là où elle les trouve ; quant aux convois de voyageurs, elle les mène jusqu'à la gare la plus voisine ou jusqu'à destination, s'il y a lieu.

Elle ne déroge à son vœu d'arrêter le travail que pour mieux atteindre ses fins. Elle ouvre

une imprimerie quand elle a besoin de publier les bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes.

Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux.

Parfois, son attention se lasse, sa surveillance faiblit dans un endroit ou un autre. Parfois un train aventureux réussit à franchir les barrières de la grève et à fuir ; elle organise alors la poursuite. Il détale comme un criminel, traversant les gares ténébreuses et désertes, sans que le télégraphe prévienne de son arrivée, il avance dans l'épouvante, abandonné à l'inconnu. Mais, finalement, la grève le rattrape, arrête la locomotive, oblige le mécanicien à descendre et ouvre le tuyau d'échappement.

Elle met tous les moyens en œuvre : elle appelle, elle exhorte, elle conjure, elle supplie à genoux – c'est ainsi qu'à Moscou une femme orateur s'agenouilla sur le quai de la gare de Koursk –, elle menace, elle effraie, elle lapide et enfin elle tire des coups de revolver. Elle veut arriver à ses fins, coûte que coûte. L'enjeu est trop considérable : il s'agit du sang des pères, du pain des enfants, de la réputation même des forces révolutionnaires. Toute une classe lui obéit, et si une infime portion du monde ouvrier, détournée par ceux contre lesquels la lutte est engagée, se met en travers du chemin, faut il s'étonner que la grève, d'une rude poussée, écarte les récalcitrants ?

IV

Les nerfs moteurs du pays s'insensibilisent de plus en plus. L'organisme économique s'ankylose. Smolensk, Kirsanov, Toula, Loukhoïanov se plaignent de subir la grève complète. Les bataillons de garde des chemins de fer n'ont ni assez de force ni assez d'adresse pour agir lorsque toute la ligne, tout le réseau se tournent contre eux. Le 10, le trafic avait cessé sur presque toutes les lignes de Moscou, sur celle de Nicolas (Moscou-Pétersbourg), en particulier jusqu'à Tver, et Moscou se trouvait complètement isolée au centre de l'immense territoire. La dernière ligne du réseau, celle de Savelovo, se mit en grève le 16.

Le 10 au soir, les cheminots en grève se réunirent dans une salle de l'université de Moscou et décidèrent de continuer le mouvement jusqu'à complète satisfaction.

Du centre, la grève avait gagné les régions les plus éloignées. Elle atteignait, le 8, la ligne de Riazan à l'Oural, le 9 celles de Briansk-Polessié et de Smolensk-Dankov. Le 10, celle de Koursk-Kharkov-Sébastopol et celle d'Ekaterinoslav, toutes les voies du réseau de Kharkov. Les prix des produits de consommation courante montaient. Le 11, on se plaignait à Moscou de manquer de lait.

Dans la même journée, la grève fit de nouvelles conquêtes. Le trafic s'arrêta sur la voie de Samara-Zlatooust. Le réseau d'Orel s'immobilisa. Sur les lignes du Sud Ouest, les stations les plus importantes arrêtèrent à leur tour : Kazatine, Birzoula et Odessa ; sur la voie de Kharkov ce furent Nicolaev et Krementchoug. Toutes les routes du Polessié furent coupées. Il n'arriva dans la journée que trois trains à Saratov, et ils amenaient des délégués de la grève. Les convois de délégués, annonçait le télégraphe, étaient accueillis tout le long du parcours par des ovations.

La grève des chemins de fer s'étend inéluctablement, entraînant ligne après ligne, convoi

après convoi. Le 11 octobre, le général gouverneur de Courlande édictait d'urgence un règlement punissant de trois mois de prison l'arrêt du travail sur les voies ferrées. Ce défi reçut une réponse immédiate. Le 12, il n'y avait plus un seul train entre Moscou et Kreuzburg, toute la ligne était en grève, le train de Windau n'arrivait pas. Le 15, à Windau, l'élévateur et l'agence commerciale des chemins de fer suspendaient le travail.

Dans la nuit du 11 au 12, le mouvement s'arrêta sur tous les embranchements de la Vistule. Dans la matinée, aucun train ne partit de Varsovie pour Pétersbourg. Dans la même journée, le 12, la grève enveloppa Pétersbourg. L'instinct révolutionnaire lui avait indiqué la bonne tactique : elle avait d'abord soulevé toute la province, elle avait inondé le Pétersbourg des dirigeants de milliers de télégrammes d'alarme, elle avait ainsi créé le « moment psychologique », elle avait terrorisé le pouvoir central, et ensuite elle arrivait en personne pour porter le dernier coup. Dans la matinée du 12, avec une complète unanimité, le travail s'arrêta sur tout le réseau de Pétersbourg. Seule la ligne de Finlande fonctionnait encore, attendant la mobilisation révolutionnaire de ce pays ; cette voie ne devait être fermée que quatre jours plus tard, le 16. Le 13 octobre, la grève atteignit Reval, Libau, Riga et Brest. Le travail cesse à la station de Perm. Le trafic est interrompu sur une partie de la route de Tachkent. Le 14, se mettent en grève le réseau de Brest, la ligne de Transcaucasie et les stations d'Askhabad et de Novaïa Boukhara, sur les lignes de l'Asie centrale. Le même jour, la grève commençait sur la ligne de Sibérie ; elle débutait par Tchita et Irkoutsk, et, gagnant de l'Orient à l'Occident, elle arrivait, le 17 octobre, à Tcheliabinsk et Kourgane. Le 15 octobre, elle était à Bakou, le 17 à la gare d'Odessa.

A la paralysie des nerfs moteurs se joignit, pour un certain temps, celle des nerfs sensoriaux : les communications télégraphiques furent suspendues, le 11 octobre à Kharkov, le 13 à Tcheliabinsk et Irkoutsk, le 14 à Moscou, le 15 à Pétersbourg.

En raison de la grève des chemins de fer, la poste refusa d'accepter la correspondance interurbaine.

On put apercevoir, sur l'ancien *trakt* [2], des *troïkas* à l'ancienne mode.

Non seulement toutes les routes de Russie et de Pologne, mais celles de Vladicaucase, de Transcaucasie et de Sibérie étaient barrées. Toute l'armée des cheminots était en grève : sept cent mille hommes.

V

L'alarme retentit dans les bulletins de la Bourse des blés, des marchandises en gros, de la boucherie, des légumes, de la poissonnerie, etc. Les prix des vivres, surtout ceux de la viande, montaient rapidement. La Bourse de l'argent tremblait. La révolution avait toujours été sa mortelle ennemie. Dès qu'elles se trouvèrent face à face, la Bourse perdit la tête. Elle se précipita vers le télégraphe, mais celui ci gardait un silence hostile. La poste refusait également de servir. La Bourse alla frapper à la porte de la Banque d'Etat, mais celle ci ne répondait plus de l'exécution des virements. Les actions des chemins de fer et des entreprises industrielles quittèrent la place, comme une nichée d'oiseaux épouvantés, et s'envolèrent, non pour monter au ciel, mais pour tomber le plus bas possible. Dans le sombre royaume de l'agiotage, ce fut la panique, ce furent des grincements de dents. La circulation de l'argent fut gênée. Les versements n'arrivaient plus de la province dans les capitales. Les firmes qui payent comptant fermaient leurs guichets. Le nombre des effets protestés augmentait rapidement. Les signataires de billets et de chèques, les garants, les débiteurs et les endosseurs s'agitèrent, coururent à droite et à gauche, exigeant la violation

des lois qui avaient été faites pour eux parce que l'ennemie, la grève, qui personnalisait la révolution, avait violé toutes les lois de l'échange et du mouvement économique.

La grève ne se borne plus aux chemins de fer. Elle tend à devenir générale.

Après avoir déchargé les locomotives et plongé les gares dans l'obscurité, elle se rend, avec la foule des cheminots, dans les villes, elle arrête le tramway, elle prend à la bride le cheval du cocher et fait descendre le client, elle ferme les magasins, les restaurants, les cafés, les estaminets et s'approche hardiment des portes de la fabrique. On l'attendait. Le sifflet d'alarme retentit, le travail cesse, la foule augmente aussitôt dans la rue. Elle va plus loin et porte déjà le drapeau rouge. Il est dit sur ce drapeau qu'elle demande une assemblée constituante et la république, qu'elle lutte pour le socialisme. Elle passe devant la rédaction d'un journal réactionnaire. Elle considère avec aversion ce foyer d'épidémie idéologique et, si elle trouve une pierre sur son chemin, elle la lance contre la fenêtre. La presse libérale, qui s'imagine servir le peuple, envoie vers la foule une députation, promettant d'apporter la » réconciliation » en ces terribles journées et demandant pardon et merci. Cette démarche est laissée sans réponse. Dans les imprimeries, on range les casses, les compositeurs descendent dans la rue. Les comptoirs, les banques se ferment… La grève règne en maîtresse.

Le 10 octobre, la grève politique générale commence à Moscou, à Kharkov et à Reval. Le 11, à Smolensk, Kozlov, Ekaterinoslav et Lodz. Le 12, à Koursk, Belgorod, Samara, Saratov et Poltava. Le 13, à Pétersbourg, Orcha, Minsk, Krementchoug, Simferopol. Le 14, à Gomel, Kalisz, Rostov sur-le Don, Tiflis, Irkoutsk. Le 15, à Vilna, Odessa, Batoum. Le 16 à Orenbourg. Le 17, à Derpt, Vitebsk, Tomsk. La grève s'étend encore à Riga, Libau, Varsovie, Plotsk, Belostok, Kovno, Dvinsk, Pskov, Poltava, Nicolaev, Marioupol, Kazan, Czenstochowo, Zlatooust, etc. Partout, la vie industrielle s'arrête, de même qu'en beaucoup d'endroits le mouvement commercial. Les établissements d'enseignement se ferment. A la grève du prolétariat se joignent les » unions » des intellectuels. En de nombreux cas, les jurés se refusent à juger, les avocats à plaider, les médecins à traiter leurs malades. Les juges de paix ferment leurs salles d'audience.

VI

La grève organise de grandioses meetings. L'animation intense des masses et l'affolement du pouvoir grandissent parallèlement, s'entretiennent mutuellement. Les rues et les places sont couvertes de patrouilles à pied et à cheval. Les cosaques se font les provocateurs du désordre : ils se jettent sur la foule, lancent des coups de fouets, frappent du sabre et, embusqués, tirent sans avertissement.

Alors la grève démontre, partout où elle le peut, qu'elle ne consiste pas simplement dans une interruption du travail pour attendre les événements, qu'elle n'est pas une passive protestation des bras croisés. Elle se défend, et, de la défensive, passe à l'offensive.

Dans plusieurs villes du Midi, elle élève des barricades, fait main basse sur les magasins des armuriers, s'arme et fournit une résistance sinon victorieuse, du moins héroïque.

A Kharkov, le 10 octobre, après un meeting, la foule s'empare d'un magasin d'armes. Le 11, près de l'université, les ouvriers et les étudiants dressent des barricades. On couche des poteaux télégraphiques en travers des rues ; on y ajoute des battants de fer provenant de portes cochères, des volets, des grilles, des caisses d'emballage, des planches et des poutres, le tout maintenu par du fil de fer. Plusieurs barricades sont assujetties sur une

base de pierre ; par dessus les poutres, on jette de lourdes dalles arrachées au trottoir. Vers une heure de l'après midi, grâce à cette simple mais noble architecture, on a élevé dix barricades. On a également obstrué les fenêtres et les entrées de l'université. Le quartier est déclaré en état de siège… Les pouvoirs en cet endroit sont confiés à un certain général lieutenant Maou, dont la bravoure ne fait aucun doute. Cependant le gouverneur cherche à parlementer. Par l'intermédiaire de la bourgeoisie libérale, on élabore les conditions d'une honorable capitulation. La milice qui est organisée est saluée par les applaudissements enthousiastes des citoyens. Elle rétablit l'ordre. Mais Pétersbourg exige que l'*ordre* soit écrasé par *la force*. La milice, à peine constituée, est dispersée ; la ville se trouve de nouveau au pouvoir des voyous à pied et à cheval.

A Ekaterinoslav, le 11 octobre, les cosaques, traîtreusement, ouvrent le feu sur une foule pacifique ; aussitôt, on dresse les premières barricades. Il y en aura six. La plus grande, la » mère-barricade « , se trouve sur la place de Briansk. Des véhicules, des rails, des poteaux, une multitude de menus objets, tout ce que la révolution, suivant l'expression de Victor Hugo, peut jeter à la tête de l'ancien régime, sert à la construction. Le squelette même de la barricade est recouvert d'une épaisse couche de terre. Des fossés sont creusés sur les côtés et des barrières de fil de fer disposées devant eux. Dès le matin, plusieurs centaines d'hommes se trouvent sur chaque barricade. Le premier assaut donné par les troupes échoue ; les soldats ne s'emparent du premier obstacle qu'à trois heures et demie. Au moment où ils avancent, deux bombes sont jetées du haut des toits, coup sur coup ; il y a des tués et des blessés parmi les soldats. Vers le soir, l'armée est maîtresse de toutes les barricades. Le 12, un calme de cimetière règne dans la ville. Les soldats nettoient leurs carabines et la révolution ensevelit ses morts.

Le 16 octobre est jour de barricades à Odessa. Dès le matin, dans les rues de la Transfiguration et de Richelieu, on renverse les wagons du tramway, on décroche les enseignes, on coupe les arbres, on entasse les bancs. Encerclées de fils barbelés, quatre barricades condamnent la rue dans toute sa largeur. Elles sont prises par les soldats après un combat et balayées par les garçons de cour.

Dans beaucoup d'autres villes, il y eut des échauffourées entre la foule et les troupes, on tenta de construire des barricades. Mais, dans leur ensemble, les journées d'octobre ne furent qu'une grève politique, une grande manœuvre pour la révolution, une revue simultanée de toutes les forces ; ce ne fut pas une véritable insurrection.

VII

Et cependant l'absolutisme céda. La terrible surexcitation qui se fit sentir dans tout le pays, l'effarement que trahissaient les rapports venus de la province et dont la profusion était écrasante par elle même, l'incertitude absolue au sujet du lendemain, tout cela produisit une incroyable panique dans les rangs du gouvernement. Il ne pouvait compter d'une façon absolument certaine sur l'armée : des soldats se montraient dans les meetings ; des officiers prenaient la parole pour affirmer que le tiers de l'armée était » avec le peuple « . La grève des chemins de fer créait d'ailleurs des obstacles insurmontables pour la répression militaire. Et, enfin, il fallait songer à la Bourse européenne. Celle ci avait compris qu'en face d'elle, c'était bien la révolution et elle déclarait qu'elle ne voulait pas la tolérer davantage. Elle exigeait l'ordre et des garanties constitutionnelles.

Ayant ainsi perdu la tête, à bout de souffle, l'absolutisme accorda des concessions. Le manifeste du 17 octobre fut promulgué. Le comte Witte devint premier ministre et cela – qu'il essaye donc de nous démentir ! – grâce à la victoire de la grève révolutionnaire, ou,

plus précisément, grâce à *l'insuffisance* de cette victoire. Dans la nuit du 17 au 18, le peuple arpentait les rues avec des drapeaux rouges, réclamait l'amnistie, chantait » Mémoire éternelle [3]… » aux endroits de la ville où avaient eu lieu les massacres de janvier et criait » anathème » sous les fenêtres de Pobiedonostsev et du *Novoïé Vrémia*… Dans la matinée du 18 eut lieu la première tuerie de l'ère constitutionnelle.

L'ennemi n'était pas écrasé. Il avait seulement battu en retraite pour un temps, devant la manifestation soudaine d'une force imprévue. La grève d'octobre montra que la révolution pouvait désormais soulever au même moment toutes les villes de Russie. Ce pas en avant était immense, et les réactionnaires au pouvoir montrèrent qu'ils en comprenaient l'importance lorsqu'ils répondirent à l'essai d'octobre par le manifeste d'une part, et, de l'autre, par la convocation de tous leurs cadres pour organiser la terreur noire.

VIII

Il y a dix ans [4], Plekhanov déclarait au congrès socialiste de Londres : » Le mouvement révolutionnaire russe triomphera en tant que mouvement ouvrier, ou bien ne triomphera pas du tout. »

Le 7 janvier 1905, Strouvé écrivait : » Il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie. »

Le 17 octobre, le gouvernement autocratique contresigna la première victoire sérieuse de la révolution, et cette victoire avait été remportée par le prolétariat. Plekhanov avait raison : le mouvement révolutionnaire avait triomphé en tant que mouvement ouvrier.

Il est vrai que la grève ouvrière d'octobre eut lieu non seulement avec l'aide matérielle de la bourgeoisie, mais avec son appui, en raison de la grève des professions libérales. Cela ne change pourtant rien à l'affaire. Une grève d'ingénieurs, d'avocats et de médecins ne pouvait avoir aucune importance par elle même. Elle accrût seulement à un très modeste degré la signification politique de la grève générale des travailleurs. En revanche, elle souligna l'hégémonie indiscutable, illimitée, du prolétariat dans la lutte révolutionnaire ; les professions libérales qui, après le 9 janvier, adoptèrent les mots d'ordre fondamentaux de la démocratie, préconisés par les ouvriers de Pétersbourg, se soumirent en octobre à la méthode de lutte qui constitue la force spécifique du prolétariat : elles déclarèrent la grève. Le groupe le plus révolutionnaire de tous les intellectuels, celui des étudiants, avait introduit depuis longtemps dans les universités le procédé de lutte par la grève, emprunté à l'industrie, et cela malgré les solennelles protestations de tout le professorat libéral. L'hégémonie révolutionnaire du prolétariat s'affirma ensuite par l'extension de la grève aux tribunaux, aux pharmacies, aux administrations des zemstvos et aux doumas municipales.

La grève d'octobre fut la démonstration de l'hégémonie prolétarienne dans la révolution bourgeoise, et, en même temps, de celle de l'hégémonie de la ville sur la campagne.

Le vieux pouvoir de la terre, divinisé par l'école populiste, fut remplacé par l'autorité absolue de la ville capitaliste.

La ville s'était rendue maîtresse de la situation. Elle avait concentré des richesses immenses, elle s'était attaché la campagne par le rail ; ainsi elle s'était assimilé les meilleures forces d'initiative et de création dans tous les domaines de la vie ; elle avait assujetti matériellement et moralement tout le pays. C'est en vain que la réaction cherche à évaluer l'importance proportionnelle de la population urbaine et se console en songeant que la Russie est encore une nation de paysans. Le rôle politique de la ville moderne, pas

plus que son rôle économique, ne peuvent être mesurés par le simple chiffre de ses habitants. Le recul de la réaction devant la grève des villes, malgré le silence des campagnes, est la meilleure preuve que l'on puisse donner de la dictature exercée par la cité.

Les journées d'octobre ont montré que si, dans la révolution, l'hégémonie appartient aux villes, dans les villes elle appartient au prolétariat. Mais, en même temps, les événements ont démontré que la ville, consciemment révolutionnaire, n'a pas de politique commune avec la campagne, que l'instinct seul commande.

Les journées d'octobre ont posé en pratique et dans toute son ampleur la question : De quel côté se trouve l'armée ? Et elles ont montré que de la solution de cette question dépend le sort de la liberté russe.

Les journées d'octobre de la révolution ont suscité une orgie réactionnaire dès la fin du mois. La réaction a profité du moment où le flot révolutionnaire redescendait pour déployer une force aveugle et se lancer à l'attaque avec toute la furie sanguinaire qui la caractérise. Elle a dû son succès à ce fait que la grève révolutionnaire, en lâchant le marteau, n'avait pas encore saisi le glaive. Les journées d'octobre ont prouvé à la révolution, d'une manière frappante, qu'elle avait besoin d'être armée.

Organiser les campagnes et établir une liaison entre elles et les villes ; s'attacher étroitement l'armée ; prendre les armes : telles sont les simples et considérables déductions qu'imposèrent au prolétariat la lutte et la victoire d'octobre.

C'est sur ces déductions que désormais la révolution va se fonder.

Dans l'étude que nous avons écrite à l'époque du » printemps « libéral, sous le titre : *Avant le 9 janvier*, nous avons essayé d'indiquer les directions que devrait suivre plus tard le développement des forces révolutionnaires. Nous appliquions toute notre énergie à marquer l'importance d'une grève politique des masses comme méthode indispensable de la révolution russe. Certains politiciens perspicaces, hommes respectables d'ailleurs sous tous les rapports [5], nous reprochaient de chercher une » recette « de révolution. Dans leurs critiques ils nous expliquaient que la grève, moyen spécifique de lutte » pour la classe prolétarienne « , ne peut jouer dans les circonstances d'une révolution nationale et » bourgeoise « le rôle que nous prétendions lui » imposer « . Les événements qui se sont produits en dépit de bien des prévisions fondées sur la routine, en dépit des théories les plus » sensées « nous épargnent la nécessité de répliquer à ces honnêtes critiques. La grève générale de Pétersbourg, occasion du drame du 9 janvier, éclata avant que cette étude eût été publiée : évidemment, notre » recette n'était qu'un simple plagiat, un emprunt à la vérité du mouvement révolutionnaire.

En février 1905, pendant les grèves partielles et chaotiques que suscita le Dimanche rouge de Pétersbourg, nous écrivions :

» Après le 9 janvier, la révolution ne connaîtra plus d'arrêt… Nous ne nous trompions pas : sur le terrain préparé par une campagne de grèves de neuf mois, surgit la grande grève d'octobre.

Pour le libéralisme, dont les idées sont organiquement superficielles, les événements de

l'automne furent aussi imprévus que l'avait été le 9 janvier. Ils n'entraient pas dans le schéma historique préalable de la pensée libérale ; la grève était une intruse et les libéraux ne l'acceptèrent qu'après coup. Bien plus : si, avant la grève d'octobre, le libéralisme, appuyé sur le congrès des zemstvos, dédaigna l'idée d'une grève générale, ce même libéralisme, représenté par son aile gauche, après le 17 octobre, ayant constaté le triomphe de la grève, s'éleva contre toute autre formule de lutte révolutionnaire.

» Cette grève pacifique, écrivait M. Procopovitch dans la revue *Pravo*, grève qui a occasionné un nombre beaucoup moins considérable de victimes que ne l'avait fait le mouvement de janvier, et qui s'est terminée par un coup d'Etat, a été une révolution, car elle a transformé radicalement le régime gouvernemental de la Russie. » L'histoire, dit il encore, qui avait ôté au prolétariat un de ses moyens de lutte pour les droits populaires, l'insurrection et les barricades dans la rue, lui en donna un autre beaucoup plus puissant, la grève politique générale. [6] »

Nous donnions certes une énorme importance alors à une grève politique des masses, considérée comme l'indispensable méthode de la révolution russe, tandis que des radicaux comme les Procopovitch se nourrissaient de vagues espérances fondées sur l'opposition des zemstvos. Mais nous ne pouvons admettre en aucune façon que la grève générale ait abrogé et remplacé les anciennes méthodes révolutionnaires. Elle en a seulement modifié l'aspect et elle les a complétées. Nous ne pouvons pas non plus reconnaître que la grève d'octobre, quelque estime que nous en ayons, ait » radicalement transformé le régime gouvernemental de la Russie « . Au contraire, tous les événements politiques ultérieurs ne s'expliquent qu'en raison de ce fait que la grève d'octobre n'a rien changé au régime gouvernemental. Nous dirons même qu'elle n'aurait pas pu accomplir un » coup d'Etat « . En tant que grève politique, elle se borna à mettre les adversaires face à face.

Sans aucun doute, la grève des chemins de fer et du télégraphe désorganisa au dernier degré le mécanisme gouvernemental. Et la désorganisation s'aggrava avec la durée de la grève. Mais, en se prolongeant, cette même grève troublait les fonctions de la vie économique et sociale et affaiblissait nécessairement les ouvriers. Et, enfin, elle devait avoir un terme. Mais, dès que la première locomotive fut sous pression, dès que le premier appareil télégraphique produisit son tac-tac, ce qui subsistait du pouvoir trouva la possibilité de remplacer tous les leviers brisés et de renouveler toutes les pièces avariées de la vieille machine gouvernementale.

Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat.

Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle même, insuffisante pour le mener à bien.

Le vieux pouvoir gouvernemental s'appuie sur sa force matérielle, et avant tout sur l'armée. Pour barrer la route à un véritable » coup d'Etat « , autre que celui qu'on croit avoir fait sur le papier, on trouve toujours l'armée. A un certain moment de la révolution, une question se pose et domine toutes les autres : De quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes ? La réponse ne peut pas être obtenue par une enquête. On peut formuler bien des observations justes et précieuses sur la largeur et la régularité des rues modernes, sur les nouveaux modèles de fusil, etc., mais toutes ces considérations techniques laissent entière la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir

gouvernemental. L’inertie de l’armée doit être surmontée. La révolution n’arrive à ce but qu’en provoquant un affrontement entre l’armée et les masses populaires. La grève générale crée les conditions favorables de cet affrontement. La méthode est brutale, mais l’histoire n’en connaît pas d’autre.

Notes

[1] Préfet de police de la ville. (NdT)

[2] Route nationale. (NdT)

[3] Le *Requiem* russe. (NdT)

[4] Ceci fut écrit en 1905. (1909)

[5] Il s’agit des écrivains mencheviks – Martov, Dan, etc. (1909).

[6] *Pravo*, 1905, n° 41. (1909)